

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

BDEAC : le rapport annuel 2018 remis au Premier ministre

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

FORTUNATO-Ofa Mbo Nchama, président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a récemment remis au chef de gouvernement, le rapport annuel 2018 des activités de son institution. Ce document passe en revue la situation de la BDEAC et les réformes mises en place, aussi bien en matière de gouvernance qu'en matière de gestion opérationnelle. Les résultats finaux, selon le président de cet établissement monétaire sous-régional, présentent une progression nette de 400% par rapport au chiffre de 2017. En outre, le Gabon étant en règle au niveau de ses obligations vis-à-vis de l'institution financière, il devient ainsi leader en terme de destination de ses interventions.

Visiblement satisfait, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale a encouragé Fortunato-Ofa Mbo Nchama à poursuivre cet élan de réformes et lui a suggéré de mettre en place une gestion moderne pour que cet outil de financement et de développement soit à la hauteur des autres institutions internationales. Par ailleurs, en matière de partenariat entre le Gabon et cet organisme, le président de la BDEAC a salué les efforts fournis par les autorités gabonaises quant au respect des obligations vis-à-vis de l'institution. "Il y a deux ans, le Gabon occupait la 3e place parmi les pays bénéficiaires des financements de la BDEAC. Aujourd'hui, il est le leader en terme de destination de nos interventions. Le Gabon est parfaitement en règle de ses obligations envers la Banque et l'institution répond convenablement aux sollicitations de l'État gabonais", a rassuré Fortunato-Ofa Mbo Nchama.

Les deux personnalités ont saisi cette opportunité pour passer en revue les différents projets financés par la BDEAC au Gabon, et chercher des pistes de solutions aux problèmes qui freinent leur mise en exécution.



Photo: DR

Une phase de l'entretien.

Les "questions écrites" pour contrôler l'action gouvernementale

J.K.M
Libreville/Gabon

"(...) **L**E contrôle de l'action gouvernementale se poursuit notamment par le biais des questions écrites". C'est ce que nous a laissé entendre le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, au cours d'un entretien qu'il nous a accordé dernièrement, répondant à la question relative à la disparition des séances de "questions orales au gouvernement" lancées lors de la session précédente.

Initié au début de la présente Législature, cet exercice fortement apprécié par les populations a été momentanément suspendu du fait, entre autres, a précisé Faustin Boukoubi, "de la délocalisation de l'Assemblée nationale vers un bâtiment de location ne disposant pas les commodités d'usage". D'autant que, a-t-il ajouté, les séances de questions orales au gouvernement nécessitent une logistique lourde et coûteuse dont nous sommes dépourvus actuellement. Sans oublier que la session actuelle, dite budgétaire, qui s'achève dans quelques semaines, avec la multitude d'auditions des membres du gouvernement, de responsables administratifs, accapare considérablement les députés.



Photo: DR/L'Union

Qu'à cela ne tienne, a avancé l'élu de Pana, le contrôle de l'action gouvernementale se poursuit notamment par le biais des "questions écrites".

«Les séances de questions orales au gouvernement nécessitent une logistique lourde et coûteuse dont nous sommes dépourvus actuellement»

Lesquelles, autant que les "questions orales", a-t-il dit, portent sur les préoccupations des populations et les réponses y afférentes feront l'objet de publication en temps opportun".

Sur un tout

autre plan, Faustin Boukoubi a indiqué que les travaux de réhabilitation de l'hémicycle du palais Léon Mba, détruit lors des événements malheureux d'août 2016, se poursuivent à un rythme normal. Et que les fortes pluies, qui s'abattent actuellement sur la capitale gabonaise, ne devraient pas entraver la cadence des travaux.

"Nous avons bon espoir que les délais prévus seront à peu près respectés et que nous nous y réinstallerons avant la fin de l'année prochaine. Quant au volet extension, nous attendons le lancement des études définitives par notre partenaire Eiffage", a déclaré Faustin Boukoubi.

Entre nous soit dit A vivre d'illusions on récolte la désillusion

LE sort est scellé. Le flot de rumeurs qui inondent la toile fait froid dans le dos. Au-delà, des sommes faramineuses détournées. On apprend que les escogriffes et désormais véritables aigrefins nourrissent et planifiaient de sombres desseins pour le Gabon et, comble d'émoi, pour la première institution. Traîtrise, perfidie et félonie contre la main, qui n'a eu pour tort que de les avoir pris, pour des compatriotes ayant à cœur de conjuguer à ses côtés un avenir radieux pour le pays.

L'ambition ne saurait se situer au-delà de la morale. Qu'il s'agisse de la captation

honteuse des deniers publics ou des sournoises et criminelles intentions, à précipiter le pays dans l'horreur et l'effroi. Aucune indulgence, ni sentimentalisme ne devraient être concédés aux auteurs de ces actes abjects, ignobles et machiavéliques. Il faut comparer toute cette forfaiture à l'aune et au degré de misère et de détresse infligées aux Gabonaises et Gabonais.

Une fois encore, maintenant plus qu'hier, le peuple souhaite que jamais, la main ne vienne à trembler. S'il s'en trouve, d'autres encore tapis dans l'ombre. Une exigence républicaine nous contraint à les dénoncer

sans remords. Ceci est un devoir citoyen et patriotique. Refusons énergiquement les élucubrations de certains esprits retors et absurdes, qui se lancent dans des amalgames insensés. Certes, il n'y a pas de bons et mauvais voleurs. Ce postulat une fois posé. Acceptons que nous sommes en face de véritables assassins de la République. Les sommes colossales subtilisées par ces flibustiers obèrent le budget de l'Etat et insidieusement déchirent notre tissu social et économique en même temps qu'elles fragilisent notre vivre-ensemble. Nous formulons ici un vœu ardent. Surtout

que l'on ne leur accorde pas le privilège du carré VIP de Sans-Famille. Ces gens-là ont passé tout leur temps à snober le bon petit peuple et à surfer sur le bien commun. Il leur faut désormais connaître et mériter le sort qui est celui des vulgaires braqueurs criminels qu'ils sont. Tout le fatras de luxe et d'honneur a vite fondu et maintenant vous apparaissez, enfin, sous votre vrai jour. C'est-à-dire minables et pitoyables.

Teddy OSSEY *

* Chroniqueur